

Billet d'humeur sur le Congo

Pardon, m'sieur; maintenant, j'peux passer ?

Une commission d'enquête sur la mort de Lumumba a conclu à la "responsabilité morale" de la Belgique. Même si les blagues belges ne sont plus à la mode, ce n'est pas une raison pour tenter le diable et les remettre en vogue... avec des faits réels ! Le ministre Louis Michel a heureusement quelque peu sauvé l'honneur en reconnaissant clairement *"que certains membres du gouvernement d'alors portent une part irréfutable dans les événements qui ont conduit à la mort de Patrice Lumumba"* et en exprimant à la famille Lumumba *"ses profonds et sincères regrets et ses excuses pour la douleur qui leur a été infligée par cette apathie et froide indifférence"*. Ces excuses surviennent peu de temps après la demande de pardon pour le Rwanda formulée par le premier ministre Verhofstadt.

Il est vrai que ces déclarations comportent une part de positif. C'est une brèche dans la négation des méfaits de l'histoire coloniale et plusieurs pays pourraient en prendre de la graine. Des réparations – légères – sont envisagées par la création d'une Fondation Lumumba. Si l'on se réfère au passé, le progrès est sensible, car en Belgique, s'était développée une campagne quasi-hystérique contre Lumumba et contre ceux qui avaient mené une guérilla après sa mort pour préserver ou plus exactement conquérir l'indépendance nationale. Cette période s'était terminée, si je me souviens bien, par le débarquement des paracommandos belges à Stanleyville "pour sauver les otages belges", dans une atmosphère de haine contre les partisans de Lumumba. Une manifestation avait été organisée à Bruxelles, place Flagey, par solidarité avec les Congolais, elle avait été interdite et l'endroit fourmillait de policiers en plus grand nombre que les aspirants manifestants.

Ce n'est pas un hasard si l'enquête parlementaire et les excuses ont lieu après l'éviction de Mobutu. La situation politique au Congo exige une certaine souplesse, les factions qui se partagent le pouvoir ne peuvent qu'accueillir avec sympathie cette nouvelle attitude des autorités belges. L'occasion fait le larron, dit-on. Louis Michel sera ainsi mieux accepté pour mener ses négociations de paix. C'est évidemment par pur attachement au peuple congolais que le gouvernement belge se démène, réunit les "démocrates" congolais et se réconcilie avec Lumumba. On sait aussi que le rôle du roi Baudouin et d'autres personnalités politiques dans l'assassinat de Lumumba est minimisé, on évite d'ailleurs de citer d'autres noms. Quand sera établi le bilan réel de la colonisation belge au Congo ?

Une ouverture, c'est une chose, un changement de comportement en est une autre. En l'occurrence, rien ne permet d'espérer un changement de comportement, puisque l'ouverture sert un but immédiat, visible, "ouvrir le passage" de la Belgique vers les différentes tendances congolaises se partageant le pouvoir. Un changement de comportement, ce serait dénoncer le rôle du FMI et de la Banque mondiale vis-à-vis de l'Afrique, renoncer à la dette du Tiers-Monde, abandonner le soutien aux visées hégémoniques des États-Unis, etc. N'y pensons même pas. La Belgique est embarquée, enchaînée même, dans une politique internationale inféodée à la CEE et aux États-Unis.

De temps à autre, la Belgique sort de son rôle, en prenant une position en pointe contre les mines antipersonnel, par exemple. C'est très bien, à condition de ne pas s'illusionner.

Je dois bien avouer que je n'ai pas digéré la volte-face de Louis Michel dans l'affaire autrichienne, où après avoir pris les devants face à l'accord honteux du parti chrétien avec l'extrême droite autrichienne, il s'est aplati dès que la CEE a décrété que le gouvernement autrichien était tout à fait honorable. Lorsque Berlusconi a pris le pouvoir avec des alliés soi-disant d'ex-extrême droite, personne n'a bronché et depuis, il mène sa politique d'inspiration fascisante en toute quiétude.

On ne se refait pas. Ni les libéraux, ni moi non plus.

M. N.
Février 2002